

1. Évolution épidémiologique

Au 8 avril, 7 984 (+887) personnes étaient décédées au total au Royaume-Uni. Au 7 avril, 60 733 personnes ont été diagnostiquées positives au COVID-19.

2. Mesures nouvelles

La Banque d'Angleterre (BoE) et le HM Treasury ont annoncé le 9 avril l'expansion temporaire du compte du gouvernement auprès de la banque centrale (« *Ways and Means* ») - Cette décision permettra au gouvernement de se financer directement auprès de la BoE sans passer par les marchés financiers. Le Royaume-Uni devient ainsi le premier pays à utiliser le financement monétaire pour soutenir les finances du gouvernement pendant la période de crise engendrée par le COVID-19. La facilité « *Ways and Means* », étendue dorénavant à un montant illimité, est habituellement limitée à 370 M£, et avait atteint 20 Md£ en 2008 à la suite d'une décision similaire. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, A. Bailey, s'était opposé la semaine dernière à ce que la BoE ait recours au financement monétaire, la création de réserves au profit du gouvernement risquant d'alimenter l'inflation et de décrédibiliser l'indépendance de la banque centrale, mais n'avait pas exclu d'utiliser le mécanisme de façon temporaire. La BoE a indiqué que le gouvernement devra repayer les sommes dues le plus vite possible, et ce avant la fin de l'année. Cette annonce intervient alors que le Royaume-Uni n'avait pas pour le moment de difficulté particulière pour se financer sur les marchés. Ses besoins en financement avaient cependant augmenté de façon importante en raison des mesures mises en place pour soutenir l'économie, les entreprises et les ménages pendant la période de crise. En avril, le gouvernement avait revu à la hausse (x3) les montants d'obligations d'État mises aux enchères sur les marchés, afin de lever 45 Md£ de dette. Les marchés n'ont pas eu de réaction particulière à l'annonce. Le sterling s'est échangé 0,1 % plus haut contre le dollar américain à \$1,24 juste après l'annonce. Le rendement des obligations britanniques à 10 ans est resté stable à 0,37 %.

Le soutien aux entreprises se simplifie et s'élargit aux structures de taille intermédiaire – Alors que le *Coronavirus Business Interruption Loan Scheme* (CBILS) continue de faire l'objet de critiques nombreuses sur les conditions d'éligibilité imposées par les banques, le chancelier de l'Échiquier R. Sunak a présenté de nouvelles mesures pour élargir le champ des entreprises bénéficiaires de l'aide et accélérer le traitement des demandes. Les exigences de garanties personnelles imposées aux PME pour les prêts allant jusqu'à 250 000£ ainsi que la nécessité d'avoir épuisé toutes les options commerciales disponibles sont désormais interdites. Les grandes entreprises n'auront, par ailleurs, plus à présenter des conditions de crédit pour bénéficier de l'aide. Enfin, le programme s'ouvre aux entreprises de taille intermédiaire (entre 45M£ et 500M£ de CA) qui pourront bénéficier des prêts garantis par l'État jusqu'à 25 M£.

A l'issue d'une consultation avec les banques, la FCA annonce des mesures additionnelles pour soutenir les ménages – Effectives sur les trois prochains mois, ces mesures consistent d'un moratoire sur les paiements de remboursement de certains prêts et des cartes de crédit, et de la suppression des frais d'intérêts jusqu'à 500 £ de découvert, pour tout client avec une autorisation de découvert. Au-delà de 500 £ de découvert, les clients ne payeront pas un taux d'intérêt supérieur à celui qui s'appliquait avant la mise en œuvre des nouvelles règles de la FCA sur les découverts : en pratique, de nombreuses banques devront reporter des hausses de taux d'intérêts initialement prévue cette semaine. Enfin, le recours à ces mesures n'affectera pas le score de crédit des clients. Si les institutions ont jusqu'au 14 avril pour mettre ces mesures en place, les principales banques britanniques (HSBC, Lloyds, RBS, Barclays, Santander et Nationwide) les appliquent depuis le 9 avril. Avec cette initiative, la FCA joue pleinement son rôle de coordinateur du secteur financier face à la crise économique déclenchée par le

COVID-19. D'autres annonces sont par ailleurs attendues pour soutenir les détenteurs de prêts automobiles dans les prochains jours.

Les banques et le gouvernement s'engagent au profit du secteur caritatif – Big Society Capital, un investisseur à impact social financé par Barclays, HSBC, Lloyds, RBS et JP Morgan, a annoncé la création d'un fonds de 100 M£, destiné à octroyer des prêts, sans intérêts pendant un an, aux entreprises sociales et aux œuvres caritatives rencontrant des difficultés à accéder aux prêts garantis du gouvernement. Dans un [communiqué](#), Big Society Capital a annoncé le lancement de trois autres fonds pour soutenir les associations du secteur caritatif dans leur lutte contre le COVID-19, auxquels pourraient contribuer les banques britanniques. Selon Bloomberg, les hauts dirigeants de Barclays auraient notamment renoncé à une partie de leurs primes annuelles pour financer un fonds de 100 M£ au profit du secteur caritatif. Le gouvernement est également actif sur ce front : le 8 avril, le chancelier Rishi Sunak a annoncé le transfert de 750 M£ de subventions directes en soutien aux associations.

3. Impact économique et financier

La crise COVID-19 déclenche des sorties de capitaux massives – Selon des données de Calastone, les sorties de capitaux des fonds britanniques ont atteint un montant net de 3,1 Md£ en mars, soit trois fois plus que les sorties suite au référendum sur le Brexit en 2016. Les fonds investissant dans les obligations (« *fixed income funds* ») sont très touchés par l'hémorragie (- 3,7 Md£), mais les fonds investissant dans les actions (« *equity funds* ») résistent bien (- 244 M£). Dans cette sous-catégorie, les fonds d'action indiciels (+ 1,4 Md£) gagnent en popularité, contrairement aux fonds d'action à stratégie active (- 1,6 Md£). Ces mouvements sont contrebalancés par des entrées nettes dans les fonds de marché monétaire (« *money market funds* », + 854 M£), considérés comme plus sûrs. Malgré ces sorties nettes, de nombreuses plateformes d'investissement en ligne ont constaté en mars une forte augmentation dans le nombre d'ouvertures de comptes. De nombreux jeunes investisseurs, dont la consommation est réduite en raison du confinement, veulent profiter de la dépréciation des actifs pour dénicher des opportunités d'investissement.

Près de la moitié des entreprises britanniques renonceraient à verser des dividendes à leurs actionnaires en raison de la crise liée à la propagation du COVID-19 – Au 5 avril, 45% des entreprises britanniques cotées avaient renoncé à distribuer des dividendes pour un total de 25,4 Md£, un chiffre sans précédent d'après le Financial Times. En outre, une réduction de 24 Md£ supplémentaires du montant des dividendes pour l'année 2020 est attendue prochainement par les observateurs. Selon une étude de la société Link Asset Services, les paiements de dividendes des entreprises britanniques vont diminuer de 53 Md£ en 2020, pour atteindre 46,5 Md£. Les grands fonds d'investissement, qui ont exhorté les entreprises en difficulté à ne pas distribuer des dividendes, notent que certains groupes, en bonne santé financière en dépit de la crise actuelle, ont renoncé à rémunérer leurs actionnaires par crainte d'une réaction négative de l'opinion publique. Toutefois, certains secteurs devraient verser normalement des dividendes à l'instar de la grande distribution, comme le montre le groupe Tesco, qui a annoncé une rémunération de 6,5p par action pour l'année 2020.

La majorité des entreprises britanniques ne seraient pas certaines de pouvoir survivre à la crise actuelle - Selon une enquête officielle réalisée par l'*Office for National Statistics* (ONS) auprès de 4 600 entreprises, la majorité des entreprises britanniques estimerait ne pas avoir les ressources financières nécessaires pour survivre à la pandémie de coronavirus, alors que les données macroéconomiques montrent que l'économie s'était contractée avant même que le COVID-19 ne se propage. En effet 59% des entreprises interrogées sont incertaines de pouvoir surmonter la crise actuelle. Cette proportion a grimpé à plus de 70 % pour les entreprises des secteurs de la construction, des arts et spectacles, de l'hébergement et des services de restauration. En outre, en dépit du dispositif de chômage partiel mis en place par le gouvernement en réponse à la crise, 29 % des entreprises interrogées ont déclaré qu'elles devaient réduire leurs effectifs à court terme.

Les conditions sur le marché de l'immobilier se sont fortement dégradées pendant la période de confinement. La dernière enquête de la Royal Institution of Chartered Surveyors (RICS) indique que la

balance nette des demandes provenant de nouveaux acheteurs a chuté à - 74 en mars (sur une échelle de - 100 à + 100), son niveau le plus bas depuis la création de l'enquête en 1999, contre + 17 en février. Les offres de nouvelles ventes ont également diminué à un niveau record de - 72 en mars contre + 11 en février. L'indice de perspective des prix sur les trois prochains mois est tombé à - 82 (contre - 21 en février), un niveau corrélé dans le passé avec une contraction des prix de l'immobilier de 12 % par rapport à l'année précédente. La détérioration du marché de l'immobilier est due principalement aux mesures de distanciation sociale qui contraignent les visites d'acheteurs potentiels et serait donc temporaire. Cependant, le chef économiste de RICS envisage un impact négatif sur la totalité de l'année 2020, notamment en raison de la baisse des revenus des ménages.

4. Analyse sectorielle / entreprises

La société de location de logements Airbnb va très fortement limiter les réservations au Royaume-Uni – La plateforme de locations a décidé de limiter les réservations de logements au Royaume-Uni selon des conditions qui respectent les consignes du gouvernement concernant le confinement. Ne seront autorisées que les réservations faites par les « *keyworkers* » ou pour les « *essential stays* ». Cette restriction intervient après que le gouvernement ait critiqué le laxisme de la plateforme à l'égard d'annonces opportunistes visant à attirer des personnes souhaitant s'isoler à l'écart des grandes agglomérations durant le confinement.

Les grandes chaînes de distribution alimentaire embauchent du personnel supplémentaire et limitent leur livraison à domicile aux personnes les plus vulnérables - La plus grande enseigne de distribution du Royaume-Uni, Tesco, a embauché 45 000 personnes supplémentaires en deux semaines. Ces emplois supplémentaires doivent lui permettre de faire face à l'augmentation de la demande des consommateurs et notamment les livraisons à domicile qui ont augmenté de 20%. Cela lui permettra également de pallier les absences de son personnel en quarantaine. Tesco a déclaré avoir actuellement 50.000 personnes absentes, qu'elle continue de payer à 100%. Sainsbury's, a pour sa part recruté 9 000 personnes supplémentaires ces dernières semaines, un chiffre qui devrait rapidement monter à 11 000. Toutes les grandes enseignes limitent leur possibilité de livraison aux personnes les plus vulnérables : créneaux prioritaires pour Asda, livraison exclusive aux personnes vulnérables pour Sainsbury's et appels aux personnes en bonne santé à se déplacer en magasin pour Tesco et Iceland, par exemple.

La Food and Drink federation (FDF) annonce un partenariat avec des agences de recrutement pour aider les entreprises agro-alimentaires en manque de main d'œuvre - La FDF a annoncé un nouveau partenariat de 16 semaines avec des applications de recrutement, Placed et SonicJobs. L'objectif est de mettre en relation de nombreux demandeurs d'emplois avec des offres nombreuses notamment dans les entrepôts de distribution, le transport et la logistique.

Vente record d'aliments dans les commerces de détail en mars 2020 - Un montant supplémentaire de £1,4 milliard a été dépensé en nourriture et en boissons au cours des quatre semaines précédant le 22 mars 2020, par rapport à la même période l'année dernière. Cela équivaut à une dépense supplémentaire de £21,08 par personne, soit une augmentation de près de 22 % (Kantar). Bien que cette hausse ait souvent été attribuée à des achats de panique, en réalité, la pression sur les supermarchés vient surtout du fait que les consommateurs sont plus nombreux à faire leurs courses un peu plus fréquemment et à acheter un peu plus à chaque fois. Au cours des quatre semaines précédant le 22 mars, les ménages ont dépensé en moyenne 62,92 £ de plus pour leurs achats, soit l'équivalent de cinq jours de provisions. Les familles avec des enfants de plus de 16 ans ont dépensé £88,13 de plus qu'en mars 2019, probablement en raison du retour de personnes à charge après la fermeture des universités. La période critique pour cette hausse de vente se situait entre le lundi 16 et le jeudi 19 mars. Au cours de ces quatre jours, 42 millions de courses supplémentaires ont été effectuées, 88 % des ménages ayant visité un commerce de détail. C'est lors de cette semaine que les premières mesures de distanciation sociales ont été annoncées et les restaurants et pubs ont fermé à la fin de cette semaine. Kantar estime que 503 millions de repas qui auraient normalement été pris en dehors de la maison auront désormais lieu à la maison chaque semaine, principalement des déjeuners et des collations.